

## **CHAPITRE IV : FINANCES PUBLIQUES**

La situation des finances publiques, en tant qu'élément important des finances intérieures, connaît une amélioration soutenue depuis 2003. Le solde global du Trésor a été multiplié par 2,5 fois, passant de 438,5 milliards de dinars en 2003 à 1092,5 milliards de dinars en 2006, soit respectivement 8,3 % et 13 % du produit intérieur brut. Ces performances ont été réalisées dans un contexte de croissance soutenue des dépenses publiques, et notamment des dépenses d'investissement, à un rythme, néanmoins, moins élevé que celui des recettes totales. Ces dernières, constituées en 2006 à 78,1 % des recettes des hydrocarbures, ont bénéficié de l'évolution très favorable des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

En conséquence, l'encours du Fonds de régulation des recettes, en progression régulière sur la même période, a atteint, à fin 2006, un montant de 2931 milliards de dinars contre 568,4 milliards de dinars à fin 2003. La constitution de ce Fonds en 2000, alimenté par l'excès des recettes fiscales des hydrocarbures au-delà de celles inhérentes au prix de référence de 19 dollars par baril, répond, entre autres, au souci des pouvoirs publics de réduire la vulnérabilité des finances publiques aux chocs externes en amortissant l'effet de la baisse de la fiscalité pétrolière sur les dépenses d'équipement de l'Etat et, par conséquent, d'assurer la viabilité de la politique budgétaire sur le moyen et long terme.

Ces performances se sont conjuguées sur le plan fiscal, avec des efforts récents en matière de recouvrement de la fiscalité sur les hydrocarbures et hors hydrocarbures pour réduire davantage la vulnérabilité des finances publiques aux chocs externes. Ces efforts sont appuyés par des mesures structurelles importantes :

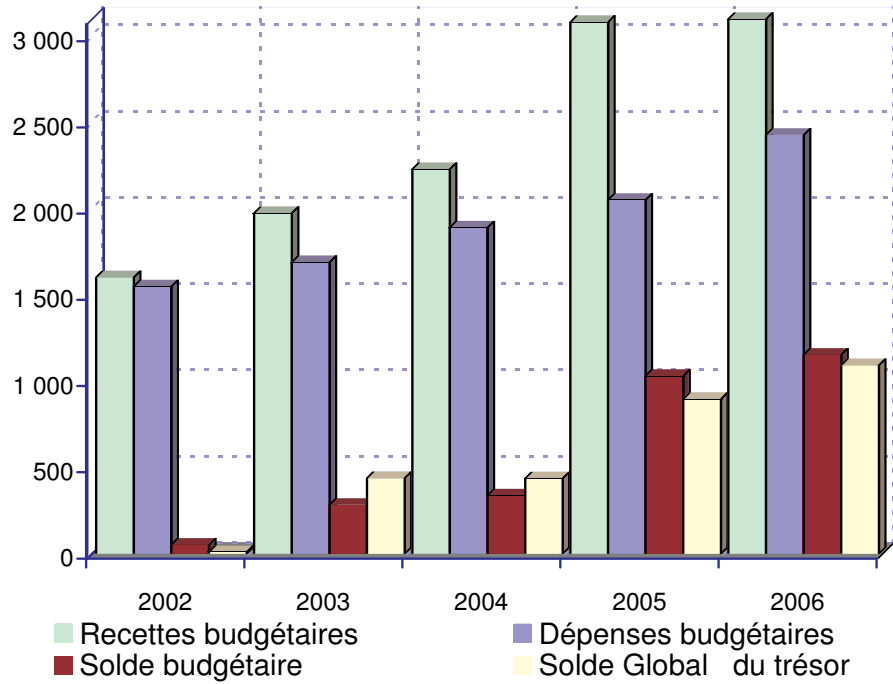
- participation majoritaire et obligatoire de la compagnie nationale des hydrocarbures à tous les projets d'exploration et de développement des gisements et instauration d'une taxe sur les profits pour des prix du pétrole brut au-delà de 30 dollars le baril ;

## FINANCES PUBLIQUES

**GRAPHIQUE 13**

**INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES**

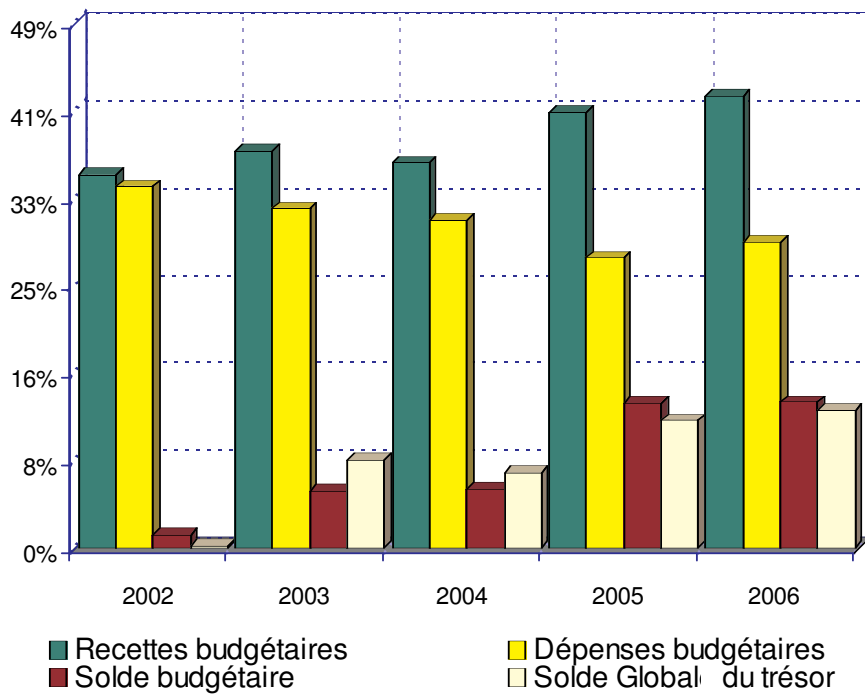
(En Milliards de Dinars)



**GRAPHIQUE 14**

**INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES**

(EN % DU PIB)



- création de la direction des grandes entreprises au sein de la direction générale des impôts dont les procédures permettent la réalisation d'un taux de recouvrement plus élevé ;
- institution d'un nouvel impôt, dit l'impôt forfaitaire unique, qui remplace l'ensemble des impôts (IRG, TAP, TVA) payés par les petits commerçants et les prestataires de services, facilitant le paiement et le recouvrement plus large des impôts ; et
- la mise en place de structures nouvelles tels que les centres des impôts (dont un centre pilote va être mis en place en 2007) et les centres des impôts de proximité.

Au total, l'institution du Fonds de régulation des recettes (FRR) et les efforts en matière de recouvrement de la fiscalité contribuent à assurer la viabilité des finances publiques à moyen et long terme, à mesure que la qualité des dépenses émerge comme préoccupation majeure.

#### **IV.1 - RECETTES BUDGETAIRES**

Au cours de la période 2002 - 2006, les recettes budgétaires ont progressé de 123,4 % passant de 1603,2 milliards de dinars en 2002 à 3 582,3 milliards de dinars en 2006. Par rapport au produit intérieur brut (PIB), les recettes totales sont passées de 35,3 % en 2002 à 41,1 % en 2005 puis à 42,7 % en 2006. L'accroissement de ce ratio est lié à l'augmentation de la part de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures dans le PIB qui est passée de 32,5 % en 2002 à 44,7 % en 2005 et à 46,2 % en 2006 .

En 2006, les recettes budgétaires totales ont progressé de 16,2 % par rapport à l'année 2005. Cette hausse est due essentiellement à l'accroissement des recettes des hydrocarbures et dans une moindre mesure, à la hausse des recettes hors hydrocarbures. Les recettes des hydrocarbures sont passées de 2 352,7 milliards de dinars en 2005 à 2 799 milliards de dinars en 2006, soit une progression de près de 19 %. Cette croissance est totalement imputable à la hausse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

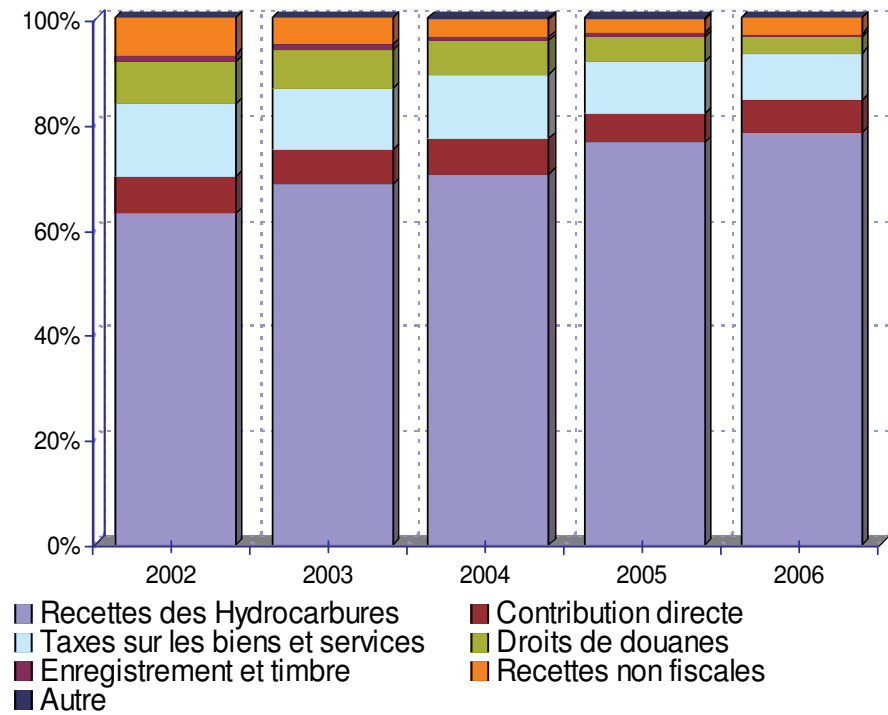
Les recettes des hydrocarbures ont atteint 1419,5 milliards de dinars durant le premier semestre 2006 contre 1379,5 milliards de dinars au second semestre (y compris la redevance annuelle versée au second semestre), totalisant un flux annuel de 2799 milliards de dinars. Cette évolution indique que la totalité de la fiscalité pétrolière budgétisée (916 milliards de dinars), c'est-à-dire au prix de référence de 19 dollars le baril, a été réalisée durant le premier semestre 2006. Aussi, l'excès des recettes effectives des hydrocarbures sur les recettes budgétisées en la matière au premier semestre et la totalité des recettes des hydrocarbures du second semestre ont été versés au Fonds de régulation des recettes.

Les recettes hors hydrocarbures ont atteint en 2006 un montant global de 783 milliards de dinars, en progression de 8,1 % par rapport à 2005 et dépassant ainsi le montant budgétisé dans la loi de finances 2006 (767,2 milliards de dinars). Les recettes fiscales, qui représentent 86,2 % des recettes hors hydrocarbures, ont augmenté de 5,4 % et sont passées de 640,5 milliards de dinars en 2005 à 674,8 milliards de dinars en 2006. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées par les postes "impôts sur les revenus et les bénéfices" (60,8 milliards de dinars), suivi du poste " impôts sur les biens et services " (7 milliards de dinars). En revanche, les droits de douane ont enregistré un recul de 36,2 milliards de dinars pour se situer à hauteur de 107,7 milliards de dinars en 2006 contre 143,9 milliards de dinars en 2005. Cette baisse est inhérente à la suppression, depuis septembre 2005, des droits de douanes sur la première liste relative aux matières premières et intrants en provenance de l'Union Européenne.

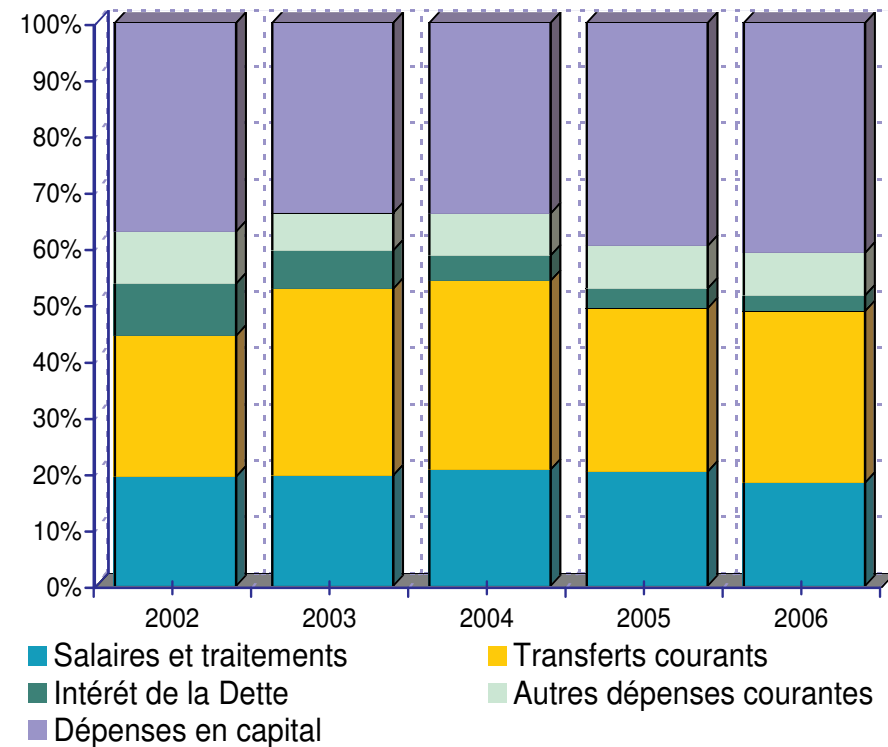
Pour l'année 2006, les recettes non fiscales, dont la contribution aux recettes hors hydrocarbures est passée de 11,6 % en 2005 à 13,8 % en 2006, enregistrent, pour la deuxième année consécutive, des augmentations et s'établissent à 108,2 milliards de dinars. Comme pour l'année 2005, cette progression est inhérente à l'augmentation des dividendes versés par la Banque d'Algérie au Trésor public (26,6 milliards de dinars).

Le ratio recettes hors hydrocarbures/produit intérieur brut a légèrement baissé de 9,7 % en 2005 à 9,3 % en 2006. La

**GRAPHIQUE 15**  
**STRUCTURE DES RECETTES BUDGETAIRES**



**GRAPHIQUE 16**  
**STRUCTURE DES DEPENSES BUDGETAIRES**



diminution, depuis l'année 2002, de la part des recettes hors hydrocarbures par rapport au produit intérieur brut ne doivent pas occulter l'effort fiscal des activités hors hydrocarbures qui, sous l'angle du ratio recettes hors hydrocarbures/PIB hors hydrocarbures, s'est stabilisé à hauteur de 17,4 % en 2006. Le niveau de ce dernier ratio était de 17,5 % en 2005.

Au total, bien que la fiscalité hors hydrocarbures ait augmenté de 31,6 % sur la période 2002 - 2006, sa part dans les recettes totales ne cesse de diminuer sur la même période en raison de l'accroissement de la part de la valeur ajoutée des hydrocarbures dans le produit intérieur brut. La fiscalité pétrolière demeure la variable déterminante dans l'élaboration du budget de l'Etat qui contribue pour 75,8 % des recettes totales en 2006 contre 73,6 % en 2005.

## **IV.2 - DEPENSES BUDGETAIRES**

Les dépenses budgétaires totales ont progressé de 56,6 % au cours de la période 2002-2006 et ont atteint 2428,5 milliards de dinars en 2006 contre 1550,6 milliards de dinars en 2002. Sur la même période, les dépenses courantes ont augmenté de 47,2 % et les dépenses d'équipement de 72,6 %. Cette tendance témoigne de l'effort budgétaire consenti pour la relance de l'activité économique à travers l'impulsion budgétaire apportée par les divers programmes de dépenses publiques (programme de soutien à la relance économique de 2001 à 2004, programme de développement agricole, programme de reconstruction des infrastructures détruites par le séisme de 2003, programme complémentaire de soutien à la croissance 2005-2009, programme spécial complémentaire de développement des wilayas du sud, ...).

Les dépenses de fonctionnement initialement budgétisées à 1283,4 milliards de dinars dans la loi de finances de 2006 sont montées à 1436,3 milliards de dinars dans la loi de finances complémentaire de la même année. Pendant que les montants budgétés au titre des dépenses de fonctionnement ont été entièrement consommés, les dépenses d'équipement, budgétisées à 2115,8 milliards de dinars, ne l'ont été qu'à hauteur de 46,9 % (992,2 milliards de dinars) et ce, en raison de capacités d'absorption limitées. En dépit de ce faible taux de réalisation, les

dépenses d'équipement ont augmenté de 72,6 % sur la période 2002 - 2006 contre 47,2 % pour les dépenses courantes. Pour la seule année 2006, les dépenses courantes ont augmenté de 15,4 %, correspondant à un flux de 191,2 milliards de dinars, en raison notamment de la très forte augmentation des transferts courants.

Malgré une augmentation substantielle des dépenses courantes en 2006, le ratio dépenses courantes/PIB a reculé de 4,3 points de pourcentage par rapport à 2002, alors que le ratio dépenses d'équipement/PIB n'a reculé que de 0,8 point sur la même période. Ces évolutions favorables témoignent du réel effort de stabilisation des dépenses courantes au profit de l'allocation des ressources pour les dépenses d'équipement. Cependant, les dépenses courantes, qui n'ont progressé en moyenne que de 9,2 % entre 2002 et 2005, ont augmenté en 2006 de 15,4 %. Les dépenses d'équipement, quant à elles, après un léger recul en 2003, ont enregistré une croissance plus soutenue entre 2003 et 2006, soit 12,9 % en 2004, 25,9 % en 2005 et 23 % en 2006).

Les dépenses de personnel, deuxième poste important dans les dépenses courantes après les transferts courants, ont progressé presque au même rythme qu'en 2005 soit 6,3 % contre 6,9 % en 2005. Les pensions des moudjahidine et les dépenses en matériel et fournitures, qui ne représentent que 6,3 % des dépenses courantes chacune, ont augmenté respectivement de 14 % et 21,8 % en 2006. Quant aux transferts courants, les dépenses y afférentes ont enregistré le plus fort taux de croissance en 2006 (23,7 %) pour s'établir à 739,1 milliards de dinars contre 597,6 milliards en 2005, de sorte que leur part dans les dépenses courantes est passée de 48 % en 2005 à 51,5 % en 2006.

Enfin, suite aux remboursements par anticipation d'une partie de la dette publique extérieure, au cours des années 2004 - 2006, les intérêts sur la dette publique (interne et externe) ont baissé de 6,3 % en 2006 après la diminution de 14 % en 2005 et 25,3 % en 2004. En conséquence, les intérêts annuels sur la dette publique sont passés de 114 milliards de dinars en 2003 à 85,2 milliards en 2004 à 73,2 milliards en 2005 puis à 68,6 milliards en 2006.

Les dépenses d'équipement s'établissent à 992,2 milliards de dinars en 2006, en progression de 23 % par rapport à l'année 2005. En proportion du PIB, elles représentent 11,8 % en 2006 contre 10,8 % l'année précédente. Les augmentations les plus importantes concernent les dépenses d'investissement, les dépenses relatives aux plans communaux et les dépenses dans le secteur de l'habitat. Par contre, les dépenses relatives aux mines et énergies, aux industries manufacturières, à l'agriculture et l'hydraulique, aux services productifs, à l'éducation/formation et aux infrastructures socioculturelles ont régressé par rapport à l'année 2005.

### **IV.3 - CAPACITE DE FINANCEMENT**

Avec des excédents croissants en terme de solde global du Trésor, la capacité de financement du Trésor s'améliore et se consolide davantage. De 7,1 % du PIB en 2004, le ratio excédent global du Trésor/PIB est passé à près de 12 % en 2005 puis à 13 % en 2006. Les excédents réalisés en 2005 et 2006, soit respectivement 896,4 milliards de dinars et 1092,5 milliards de dinars, sont supérieurs au total du montant effectif de la fiscalité hors hydrocarbures. Ce renforcement de la capacité de financement du Trésor est matérialisé par le niveau élevé de son stock d'épargne financière en dépôts auprès de la Banque d'Algérie.

La tendance haussière des dépôts du Trésor public à la Banque d'Algérie s'est confirmée durant l'année 2006. Le flux net alimentant les comptes du Trésor à la Banque d'Algérie a atteint 1140,3 milliards de dinars en 2006 et son encours total s'est établi à 3222,5 milliards de dinars contre 2082,2 milliards de dinars en 2005 et 1029,2 milliards de dinars en 2004. Ce niveau d'encours de dépôts à fin 2006 dépasse le montant des dépenses publiques totales réalisées cette année. L'objectif stratégique de réduction de la vulnérabilité des finances publiques aux chocs externes, afin de réaliser les objectifs de développement à moyen et long terme, est conduit avec prudence dans l'intérêt des générations futures.

Le niveau élevé d'épargnes financières a permis au Trésor de se désendetter à l'égard des banques pour un montant de 145 milliards de dinars en 2006, corrélativement à la forte réduction de la dette publique extérieure.

## SITUATION DES OPÉRATIONS DU TRÉSOR

	2002	2003	2004	2005	2006
(En milliards de dinars)					
<b>Total des recettes budgétaires et dons</b>	<b>1 603,2</b>	<b>1 974,4</b>	<b>2 229,7</b>	<b>3 082,6</b>	<b>3 582,3</b>
Recettes des hydrocarbures*	1 007,9	1 350,0	1 570,7	2 352,7	2 799,0
dont : Fonds de Régulation des Recettes brut	26,5	448,9	623,5	1 368,8	1 798,0
Fonds de Régulation des Recettes net	26,5	292,9	153,2	1 121,0	1 088,4
Recettes hors-hydrocarbures	595,1	624,3	652,5	724,2	783,0
Recettes fiscales	482,9	524,9	580,4	640,4	674,8
Impôts sur les revenus et les bénéfices	112,2	127,9	148,0	168,1	228,9
Impôts sur les biens et services	223,4	233,9	274,0	308,8	315,8
Droits de douane	128,4	143,8	138,8	143,9	107,7
Enregistrement et timbres	18,9	19,3	19,6	19,6	22,4
Recettes non-fiscales	112,2	99,4	72,1	83,8	108,2
Dividendes de la Banque d'Algérie	37,6	42,1	30,0	48,7	75,3
Droits	74,6	57,3	42,1	35,1	32,9
Dons	0,2	0,1	6,5	5,7	0,3
<b>Total dépenses budgétaires</b>	<b>1 550,6</b>	<b>1 690,2</b>	<b>1 891,8</b>	<b>2 052,0</b>	<b>2 428,5</b>
Dépenses courantes	975,6	1 122,8	1 251,1	1 245,1	1 436,3
Dépenses de personnel	301,1	329,9	391,4	418,5	445,0
Pensions des Moudjahidine	74,0	63,2	69,2	79,8	91,0
Matériels et fournitures	69,8	58,8	71,7	76,0	92,6
Transferts courants	387,7	556,9	633,6	597,6	739,1
dont: Services de l'Administration	133,6	161,4	176,5	187,5	215,2
Intérêts sur la dette publique	143,0	114,0	85,2	73,2	68,6
Dépenses en capital	575,0	567,4	640,7	806,9	992,2
<b>Solde budgétaire</b>	<b>52,6</b>	<b>284,2</b>	<b>337,9</b>	<b>1 030,6</b>	<b>1 153,8</b>
Solde des comptes spéciaux	-11,2	186,9	109,9	-129,0	0,7
Prêts nets du Trésor	30,9	32,6	11,8	5,2	62,0
<b>Solde budgétaire, hors Fonds d'assainissement</b>	<b>10,5</b>	<b>438,5</b>	<b>436,0</b>	<b>896,4</b>	<b>1 092,5</b>
Allocation au Fonds d'assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire 1/	153,5	552,5	521,2	969,6	1 161,1
<b>Solde global</b>	<b>10,5</b>	<b>438,5</b>	<b>436,0</b>	<b>896,4</b>	<b>1 092,5</b>
<b>Financement</b>	<b>-10,5</b>	<b>-438,5</b>	<b>-436,0</b>	<b>-896,4</b>	<b>-1 092,5</b>
Bancaire	31,6	-209,2	-412,4	-1 002,2	-976,9
Non bancaire	32,8	-138,4	29,6	221,5	48,9
Extérieur	-74,9	-90,9	-53,2	-115,7	-164,5

Source : Direction Générale du Trésor

1/ Solde budgétaire hors Fonds d'assainissement + intérêts sur la dette publique

\* Y compris la dividende de la compagnie pétrolière